

## **PROJET OFII LYON Moncey**

2 rue Moncey – Lyon

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**

Date : Octobre 2023	Phase : DCE	Version 1	Rédacteur : CD
<div>  <p><b><u>Maitre d'ouvrage:</u></b></p> <p>Office Français de l'Immigration et de l'Intégration 44 rue Bargue 75015 PARIS</p> </div>			
<div>  <p><b>ARCHITECTE</b> TERTIAM Architecture 03 rue de Gramont 75002 PARIS Tel : 01 40 25 90 00</p> </div>		<div>  <p><b>BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES</b> VIVIEN 97 avenue Edmond Rostand 33700 MERIGNAC</p> </div>	
<div>  <p><b>CONTROLEUR TECHNIQUE</b> ALPES CONTRÔLES 17 avenue Condorcet 69100 VILLEURBANNE</p> </div>		<div>  <p><b>BET ACOUSTIQUE</b> ITAC 5 rue Menou, 44000 Nantes tél : 02 40 14 01 95</p> </div>	
<div>  <p><b>COORDINATION SPS</b> EXPER-TEAM 48 allée de Gagny 93340 LE RAINCY</p> </div>		<div>  <p><b>BET STRUCTURE</b> INGENIERIE STRUCTURE 12, Rue Léon Fouré, 28300 MAINVILLIERS</p> </div>	

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

## Table des matières

2

CHAPITRE 0 – Présentation de l'opération .....	6
0.1 Objet du présent document .....	6
0.2 Nature de l'opération .....	6
0.3 Chantier antérieurs .....	7
0.4 Intervenants de l'opération .....	7
0.5 Données générales .....	8
0.6 Prestations des plateaux .....	8
0.7 Répartition des lots travaux .....	8
0.8 Documents joints .....	9
0.9 Accès au site .....	9
0.10 Autorisations administratives en cours .....	9
CHAPITRE 1 – Obligation des entreprises .....	10
1.1 Obligation de résultat .....	10
1.2 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire .....	10
1.3 Vérification des documents .....	10
1.4 Visite des lieux .....	11
1.5 Contraintes importantes du projet .....	11
1.6 Contraintes acoustiques .....	11
1.7 Contraintes environnementales .....	11
1.8 Accès et zonage du projet .....	11
1.9 Une parcelle en activité .....	12
1.10 Etudes structurelles .....	12
1.11 Autorisations administratives en cours .....	12
Chapitre 2 – Textes réglementaires et Normes .....	13
2.1 Les règles de l'Art .....	13
2.1.1 Qualité des matériaux .....	13
2.1.2 Documents Techniques Unifiés (DTU) .....	13
2.1.3 Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) .....	13

*OFII LYON Moncey*

*Groupement TERTIAM Architecture*

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

3

2.2 Les normes .....	13
2.2.1 Normes estampillées NF .....	13
2.2.2 Normes estampillées CE .....	13
2.2.3 Normes européennes EN .....	14
2.3 Les codes et règlements .....	14
2.3.1 Règlements, codes, lois, cahiers et avis .....	14
Chapitre 3 - Conditions d'exécution du marché .....	15
3.1 Dépenses communes .....	15
3.2 Contrôleur technique .....	16
3.3 Coordinateur SPS .....	16
3.4 Constat des lieux .....	17
3.5 Approche environnementale .....	17
3.5.1 Contexte général .....	17
3.5.2 Suivi des consommations énergétiques .....	17
3.5.3 Gestion des déchets .....	18
3.5.4 Réduction des déchets à la source .....	19
3.5.5 Limitation des nuisances aux tiers .....	19
3.6 Gestion du nettoyage .....	19
3.6.1 Nettoyage en chantier par l'ensemble des corps d'état .....	19
3.6.2 Nettoyage en fin de chantier .....	20
3.6.3 Nettoyage des installations de chantier .....	20
3.6.4 Salissures sur le domaine public .....	20
3.7 Sécurité .....	20
3.7.1 Consignes particulières concernant tous les travaux .....	20
3.7.2 Consignes particulières concernant les travaux par points chauds .....	21
Chapitre 4 - Visas des études d'EXE .....	22
4.1 Etudes d'EXE .....	22
4.2 Trait de niveau et implantation .....	23
4.3 Plateforme collaborative .....	23
Chapitre 5 - Mise en œuvre des matériaux .....	23

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

4

5.1 Responsabilités .....	23
5.1.1 Responsabilité de l'entrepreneur .....	23
5.1.2 Responsabilité des dégâts .....	24
5.2 Matériaux traditionnels .....	24
5.3 Matériaux défectueux .....	24
5.3.1 Démolition d'ouvrages défectueux .....	24
5.3.2 Dimensionnement des matériaux .....	24
5.4 Echantillons .....	24
5.5 Références de produits .....	25
5.6 Vérification des cotes .....	25
5.7 Essais et épreuves .....	25
5.8 Révision et entretien des ouvrages .....	26
CHAPITRE 6 - Organisation de chantier .....	26
6.1 Base vie .....	26
6.2 Stationnement des véhicules .....	27
6.3 Installations électriques de chantier .....	27
6.4 Installations d'eau et d'assainissement de chantier .....	27
6.5 Signalisation de chantier .....	28
6.6 Sécurité incendie et permis feu .....	28
6.7 Autorisations de voirie .....	28
CHAPITRE 7 - Livraison des ouvrages .....	28
7.1 Spécificités particulières aux travaux sur existant .....	28
7.2 Caractère non limitatif des CCTP .....	29
7.3 Protection des ouvrages .....	30
7.4 Dégradations .....	30
7.5 Réception des supports .....	30
7.6 Contrôle et réceptions des travaux .....	30
7.6.1 Contrôle des normes et DTU .....	30
7.6.2 Entretien des ouvrages avant réception .....	30
7.6.3 Contrôle par un bureau de contrôle .....	31

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

7.6.4 Opérations Préalables à la Réception.....	31
7.6.5 Réceptions des travaux.....	31
7.7 Dossier des ouvrages exécutés - DOE .....	31
7.7.1 Contenu du DOE .....	31
7.7.2 Modalités d'établissement du DOE .....	32
7.7.3 Format des DOE.....	32
7.7.4 Précisions sur les PV de résistance au feu .....	33

5

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

## CHAPITRE 0 – Présentation de l'opération

6

### 0.1 Objet du présent document

Le présent document est une pièce maîtresse du dossier. Il a pour but de notifier aux entreprises les données générales communes à l'ensemble des corps d'état. En cas de contradiction ultérieure avec les données des CCTP des lots, la pièce n°1 est celle-ci, elle prime sur les lots spécifiques si elle est la plus défavorable. Dans le cas inverse, les spécifications du lot concerné primeront.

### 0.2 Nature de l'opération



L'opération OFII LYON MONCEY est une opération de travaux d'aménagement de bureaux d'un site tertiaire d'environ 320m<sup>2</sup>, en vue de l'aménagement du service médical de la Direction Territoriale de l'OFII à Lyon, ERP de 5eme catégorie de type W. L'immeuble situé au 2 rue Moncey à Lyon se développe sur 3 niveaux et occupe une parcelle sur laquelle se situent des commerces au RDC et des logements d'habitations dans les étages hauts accessible depuis le RDC.

Les travaux seront pris en charge par un maître d'ouvrage unique, locataire du site : l'OFII.

*OFII LYON Moncey*

*Groupement TERTIAM Architecture*

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

### 0.3 Chantier antérieurs

Afin de mieux comprendre les installations techniques existantes ainsi que le volume libre des plateaux, le site a fait l'objet d'une phase anticipée de travaux avec comme objectif le curage des locaux réalisée en début d'année 2023.

### 0.4 Intervenants de l'opération

Les principaux intervenants de l'opération sont :

<u>MAITRISE D'OUVRAGE :</u> OFII Siège Paris / Direction Immobilière M. Abdel BOUSLAH 44 rue Bargue - 75015 PARIS	<u>MAITRISE D'OUVRAGE :</u> OFII Direction territoriale de Lyon 07 rue Quivogne 69002 LYON
<u>ARCHITECTE / OPC:</u> TERTIAM Architecture (MOe et OPC) Mme Céline DUPRE 3 rue de Gramont 75002 PARIS	<u>BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES</u> VIVIEN M. Arthus DROCOURT M. Richard THAY 97 avenue Edmond Rostand 33700 MERIGNAC
<u>BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUES</u> ITAC M. Jérôme GARREAU 5 rue Menou 44000 NANTES	<u>BUREAU D'ETUDE STRUCTURE</u> INGENIERIE STRUCTURE M. Jean Baptiste GODEFROY 12, Rue Léon Fouré, 28300 MAINVILLIERS
<u>COORDINATION SPS</u> EXPER-TEAM M. Renaud FEITE 48 allée de Gagny 93340 LE RAINCY	<u>CONTROLEUR TECHNIQUE</u> ALPES CONTROLES M Aurélien BOUCHEROT 17 avenue Condorcet 69100 VILLEURBANNE
<u>ENTREPRISE CFA – CONTROLE ACCES</u> SNEF (Accord cadre)	<u>ENTREPRISE CFA – ANTI INTRUSION</u> SNEF (Accord cadre)

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture



# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

## 0.5 Données générales



### *DONNEES GENERALES DU SITE*

*Vent : zone 2,*

*Neige : région C2 ;*

*Région climatique : H1c;*

*Sismicité : zone 3- Modéré ;*

*Radon : 1 ;*

*Sécurité Incendie : ERP 5<sup>ème</sup> catégorie Type W*

Les entrepreneurs étant réputés spécialistes des lots leur étant attribués : ils intégreront l'ensemble de ces données pour la stricte conformité vis-à-vis des règles inhérentes à leurs prestations et ce en coordination parfaite avec les corps d'état en interface de leurs lots.

## 0.6 Prestations des plateaux

L'immeuble est actuellement vide, curé presque dans son intégralité. Pas de présence d'amiante + plomb (voir diagnostics avant travaux).

## 0.7 Répartition des lots travaux

Le marché sera traité en lots séparés à prix global et forfaitaire.

Le présent CCTC définit les limites de prestations de chaque lot.

Cette subdivision des travaux ne peut s'interpréter limitativement, chaque entrepreneur concerné étant engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage à exécuter l'ensemble des travaux de son corps d'état, en tenant compte des incidences des autres corps d'état, afin de réaliser l'ensemble du projet. De ce fait chaque entrepreneur est tenu de prendre connaissance de l'ensemble des plans et des CCTP, afin de ne rien ignorer des sujétions qui peuvent résulter des ouvrages environnants.

Le marché traité à prix global et forfaitaire, implique de la part de l'Entrepreneur, la fourniture et mise en œuvre des matériaux de son lot, et tous les travaux et prestations indispensables au complet achèvement de ses ouvrages. Il ne sera attribué aucun supplément au marché quelles que soient les quantités d'ouvrages prévues dans son offre et dans son marché. Le prix global et forfaitaire est invariable et ne saurait être remis en cause, l'Entrepreneur s'engage à une OBLIGATION DE RESULTAT.

*OFII LYON Moncey*

*Groupement TERTIAM Architecture*



# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023



Les différents lots sont :

N° LOT	Intitulé du lot
LOT 01	Curage / Démolition / GO
LOT 02	Menuiseries extérieures / Serrurerie
LOT 03	Ascenseur
LOT 04	Plâtrerie / Doublage / Cloisonnement démontable
LOT 05	Sols souples / Peinture / Revêtement mural / Faux plafond
LOT 06	Menuiserie intérieure
LOT 07	Acoustique / Signalétique
LOT 08	CVC / Plomberie
LOT 09	Cfo / Cfa

## 0.8 Documents joints

Afin de permettre aux entreprises d'approfondir leur étude sur la base du Présent Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC), la maîtrise d'œuvre met à leur disposition les documents énumérés dans la liste des pièces de la consultation annexée au CCTC.

## 0.9 Accès au site

Le site est accessible **uniquement** depuis le 2 rue Moncey.

## 0.10 Autorisations administratives en cours

Le site est accessible **uniquement** depuis le 2 rue Moncey.

L'opération a fait l'objet de plusieurs autorisations administratives :

- DP : en cours d'instruction
- Déclaration ERP : en cours d'instruction

*OFII LYON Moncey*

*Groupement TERTIAM Architecture*

## CHAPITRE 1 – Obligation des entreprises

### 1.1 Obligation de résultat

L'entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits dans le CCTP propre au lot considéré.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales de tous les documents et leurs annexes. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. L'entrepreneur doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et à ses annexes, aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant exercer une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

### 1.2 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Un Cadre de D.P.G.F est joint au dossier d'appel d'offres et **doit obligatoirement servir à la remise de prix des entrepreneurs au format EXCEL**. Des quantités sont données à titre indicatif et non contractuel dans les CCTP et DPGF, mais celles-ci doivent être vérifiées par l'entrepreneur. Les erreurs éventuelles de quantités relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

### 1.3 Vérification des documents

L'entreprise candidate est tenue de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui sont remis en vue de l'établissement de son offre de prix et de signaler dans le cadre de réponse technique qui sera jointe avec l'offre de l'Entreprise, le cas échéant, au Maître d'ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

## Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

les erreurs, contradictions ou omissions qu'elle pourrait constater et pour lesquelles ceux-ci communiqueront leurs décisions dans les plus brefs délais.

Dans le cas où des anomalies ne se révéleraient qu'après remise des offres, le coût des travaux qui en découleraient sera au frais et risques des entreprises.

Dans le cas où des incohérences entre les documents constituant le Dossier de Consultation des Entreprises seraient relevées, la solution la plus contraignante prime, le coût des travaux étant intégré dans l'offre globale et forfaitaire de l'entreprise.

### 1.4 Visite des lieux

La visite de site est obligatoire.

Pour les prises de RDV, se référer au Règlement de consultation.

### 1.5 Contraintes importantes du projet

Les principales contraintes du projet sont :

- Les contraintes d'accès.
- Un chantier au sein d'une parcelle en activité difficilement accessible en voiture
- Pas de place de stationnement devant l'entrée de l'immeuble.

### 1.6 Contraintes acoustiques

Les entreprises devront prendre en compte les contraintes acoustiques inhérentes au projet. A ce titre, toutes les entreprises devront prendre impérativement en compte la note acoustique établie par ITAC et jointe au présent appel d'offre.

Soin à apporter au confort acoustique des différents espaces d'accueil au public (espaces médicaux) - Lots concernés : Lot 04 / 05 / 07 / 08

### 1.7 Contraintes environnementales

En terme environnemental, le projet, bien que ne s'inscrivant pas dans une démarche de certification ou de labellisation se veut vertueux et durable.

En tant qu'organisme public, l'OFII a un devoir d'exemplarité en la matière.

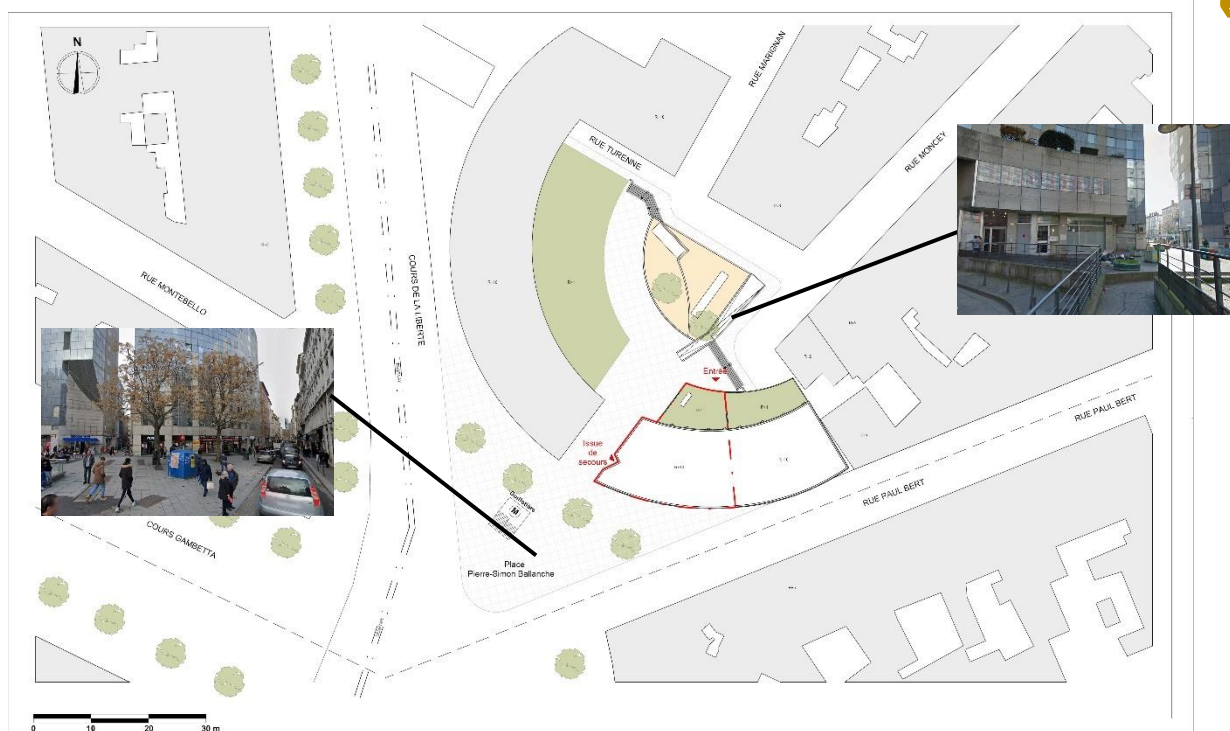
Cette volonté s'inscrit dans une démarche durable globale déjà initiée dans les Directions Territoriales déjà réaménagées.

Cette démarche se traduira également par la mise en place d'un chantier « propre », intégrant les contraintes de proximité des parcelles avoisinantes.

### 1.8 Accès et zonage du projet

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture



### 1.9 Une parcelle en activité

L'immeuble objet de la présente consultation fait partie d'une parcelle comprenant des commerces en RDC et des logements dans les étages hauts. Il conviendra pour le titulaire de bien identifier les servitudes, notamment techniques et d'assurer l'entière sécurité des activités voisines. Les connections vers les jonctions avoisinantes devront être soigneusement condamnées, et les réseaux repérés et séparés.

### 1.10 Etudes structurelles

Une étude de faisabilité est jointe au dossier d'aménagement. Le bureau d'études INGENIERIE STRUCTURE est en charge des études structures.

Le contrôleur technique ALPES CONTROLES a dans le cadre de ce projet les missions de solidité des ouvrages L+LE.

Les entreprises devront se rapprocher du BET pour prendre pleine connaissance des contraintes existantes.

### 1.11 Autorisations administratives en cours

Le projet fait l'objet de 2 autorisations administratives :

*OFII LYON Moncey*

*Groupe TERTIAM Architecture*

- Une déclaration préalable (en cours de réalisation) pour le remplacement des menuiseries extérieures au niveau du RDC.
- Une déclaration d'autorisation de travaux (en cours de réalisation) pour l'aménagement d'un Etablissement Recevant du Public de 5eme catégorie type W.

## Chapitre 2 – Textes réglementaires et Normes

### 2.1 Les règles de l'Art

#### 2.1.1 Qualité des matériaux

Sauf dérogation apportée par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

L'entrepreneur est tenu de produire, à la demande du Maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. La soumission de l'entrepreneur doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet.

#### 2.1.2 Documents Techniques Unifiés (DTU)

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes des Documents Techniques Unifiés Français.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord de la Maîtrise d'œuvre.

#### 2.1.3 Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG)

L'entrepreneur devra respecter les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur au moment de la présente consultation.

### 2.2 Les normes

#### 2.2.1 Normes estampillées NF

L'entrepreneur devra respecter les normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé NF.

#### 2.2.2 Normes estampillées CE

L'entrepreneur devra respecter les normes européennes (eurocodes) pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé CE.

#### 2.2.3 Normes européennes EN

Dans le catalogue AFNOR, toutes les normes européennes sont reprises dans la collection des normes françaises, avec la référence NF EN. Elles annulent et remplacent les normes nationales en contradiction.

### 2.3 Les codes et règlements

#### 2.3.1 Règlements, codes, lois, cahiers et avis

Les codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

- Le code de l'Urbanisme,
- Le code de la construction et de l'habitation,
- Les normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées,
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes,
- Le cahier des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU,
- Documents techniques COPREC n°1 et n°2 « Contrôle technique des ouvrages » publiés au supplément 82.51 bis de Décembre 1982 du Moniteur,
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction,
- Le code du Travail,
- Les règlements de sécurité,
- Les réglementations incendie,
- La note de sécurité,
- Les prescriptions de la santé publique,
- Le règlement sanitaire départemental,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services pour certaines prestations d'entretien dues après la livraison,
- Les avis du coordonnateur de sécurité,
- Les avis et observations du contrôleur technique.
- Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, devis descriptifs, etc.).
- Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique.

## Chapitre 3 - Conditions d'exécution du marché

### 3.1 Dépenses communes

Il n'y a pas de compte-prorata affecté au projet. En l'absence de compte-prorata, les dépenses communes seront gérées de la manière suivante :

<b><u>PRESTATIONS</u></b>	<b><u>ACTIONS</u></b>	<b><u>IMPUTATION</u></b>
Installations communes d'hygiène : réfectoire / vestiaires (y compris déplacement et repli)	Lot 04	Lot 04
Branchements provisoires bases vie: Base vie : <ul style="list-style-type: none"><li>• Réseau assainissement .....</li><li>• Eau.....</li><li>• Electricité.....</li></ul>	SO Lot 08 Lot 09	SO Lot 08 Lot 09
Bureau de chantier:(y compris entretien et repli) - Tables et chaises (en nbre suffisant).	Lot 04	Lot 04
Coffret électrique de chantier	Lot 09	Lot 09
Eclairage de chantier	Lot 09	Lot 09
Eclairage de secours provisoire	Lot 09	Lot 09
Point d'eau pour usage chantier	OFII	OFII
Consommation électricité /Téléphone	OFII	OFII
Consommation eau	OFII	OFII
Panneaux de chantier et signalétique de chantier Signalétique générale	Lot 04	Lot 04
Pharmacie infirmerie	Lot 04	Lot 04
Nettoyage de chantier <ul style="list-style-type: none"><li>• Zones de chantier.....</li><li>• Nettoyage des abords de chantier et voirie</li><li>• Entretien bi hebdomadaire des installations communes d'hygiène et bureau de chantier</li><li>• Nettoyage des OPR</li></ul>	Chaque lot pour sa zone  Lot 04	Chaque lot pour sa zone  Lot 04
Plateforme collaborative de chantier	TERTIAM	TERTIAM



## 3.2 Contrôleur technique

Dans le cadre du projet, une mission de contrôle technique a été contractualisée avec ALPES CONTROLE. Celle-ci comporte les phases suivantes, telles que prévues à l'article 4-2-2 de la norme NFP 03-100 :

- Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ;
- Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ;
- Établissement du rapport final de contrôle technique avant la réception ;
- Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les missions de contrôle, de vérification et de fonctionnement seront de type :

- **mission L**, portant sur la solidité des ouvrages (mission de base définie dans l'annexe A de la norme NFP 03-100)
- **mission SEI**, sécurité des personnes dans les ERP - IGH
- **mission HAND** relative à l'accessibilité des personnes handicapées (mission définie dans l'annexe A du décret 99-443 du 28/05/99)
- **mission LE** portant sur la solidité des existants
- **mission ATTHAND2**, délivrance de l'attestation finale d'accessibilité
- **mission VIEL**, vérification initiale des installations électriques

## 3.3 Coordinateur SPS

Dans le cadre du projet une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé a été confiée à EXPESTEAM. Le Plan Général de Coordination (PGC) est joint à l'appel d'offres. Compte tenu de la taille de l'opération, la coordination est de niveau 2.

NOTA : en cas de contradiction entre les dispositions affectation du CCTP et du PGC, les dispositions du CCTP prévaudront sur celles du PGC. Sinon, c'est le PGC qui s'applique. Chaque entrepreneur et ses sous-traitants est tenu de fournir un **PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)**, en concordance avec le **PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)**. Chaque entrepreneur devra remettre en fin de chantier, au coordonnateur de sécurité, en 2 exemplaires, tous les éléments et documents nécessaires à la constitution du **DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE (DIUO). LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL** *En application des articles L.320 ; R.320-5 ; R.620-3 ; L.324-9 du Code du Travail, chaque entreprise attributaire et ses éventuels sous-traitants y compris de rang inférieur devra (devront) tenir à disposition sur le chantier un état nominatif sous forme de registre, du personnel présent. Les copies des titres de travail des salariés étrangers hors Union Européenne, ainsi que la copie des récépissés des déclarations*

*préalables à l'embauche des salariés embauchés depuis moins d'un mois, seront annexées à ce registre.*

### 3.4 Constat des lieux

Un constat d'état des lieux initial, contradictoire, devra être dressé en présence des représentants de du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

Ce constat devra être réalisé impérativement dès la notification du marché, et avant toute installation de chantier, au frais de l'entreprise du lot n°04 et en présence d'un huissier. Ce constat portera sur les extérieurs et les intérieurs de l'établissement. En l'absence de ce constat, toute dégradation constatée en fin d'opération fera l'objet des reprises dans les règles de l'art aux frais de l'entreprise du responsable si connu sans qu'aucune incidence financière ne puisse être demandée. En l'absence d'une entreprise reconnue comme responsable des dites dégradations, celles-ci seront réparées aux frais de l'ensemble des entreprises réparti de manière proportionnelle.

### 3.5 Approche environnementale

#### 3.5.1 Contexte général

Le chantier ne s'inscrit pas dans le contexte d'une certification environnementale et ne bénéficie pas d'un SOGED formalisé. Toutefois, les entreprises devront prendre en compte toutes les réglementations environnementales en vigueur, s'assurer du bon tri et suivi des déchets générés par leurs chantiers et gérer les nuisances occasionnées par leurs activités.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un Chantier Vert sont de :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers
- Limiter les pollutions lors du chantier
- Limiter la consommation de ressources
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge
- Respecter le travail d'autrui (éviter les dégradations engendrant des reprises et/ou des déchets)

#### 3.5.2 Suivi des consommations énergétiques

Tous les moyens seront mis en œuvre par les entreprises des lots 4 pour assurer un suivi précis des consommations sur site. Les consommations seront relevées de manière hebdomadaire.

Toutes les entreprises seront tenues de mettre en place de bonnes pratiques communes pour permettre une consommation vertueuse des ressources et éviter les gaspillages énergétiques.

#### 3.5.3 Gestion des déchets

Chaque entreprise doit le nettoyage consécutif à ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et selon les directives du Maître d'œuvre. Le tableau du paragraphe 3.1 du présent document fixe les responsabilités et obligations de chaque lot en la matière.

Toutefois, les dépenses relatives à la gestion des déchets (tri, enlèvement et traitement) sont à la charge de chaque entreprise.

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975, loi n° 92.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume,
- Valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie a priori entre ces différents modes,
- Information au public

Pour privilégier le non-mélange des déchets, un tri ou un pré tri sera effectué sur le chantier. A défaut de tri ou en complément, un tri hors site sera réalisé par une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets de chantiers. Chaque entreprise précisera les actions qu'elle mettra en œuvre pour assurer une bonne gestion des déchets et notamment :

- Les équipements de chantier nécessaires au tri et au stockage des déchets sur le chantier (logistique de chantier, contenants, bennes)
- Les opérations de tri des matériaux et produits issus des démolitions et construction des parties d'ouvrages
- Les modes de traitement des déchets et exutoires
- Le suivi administratif de l'évacuation des déchets (traçabilité par bordereau de suivi)
- Ne pas mélanger les déchets toxiques avec les autres déchets

Aussi : · Toute entreprise intervenant sur le chantier procèdera immédiatement après exécution de ses travaux au nettoyage, tri et évacuation, des déchets de son poste de travail à ses bennes et contenants. Le prix de la gestion du tri, l'évacuation, le traitement, le produit de la vente des déchets, mais aussi les taxes (TGAP et autres taxes), le transport et la location des bennes sont à charge de chaque entreprise. L'implantation des bennes, conteneurs, ou stockage de sacs type big-bag devra figurer sur les plans d'installation de chantier · Une signalétique sous forme de pictogramme ou affichette explicite, sera placée sur chaque benne et tenue en état jusqu'à la fin du chantier. Une fois les bennes évacuées, **l'entreprise remettra périodiquement une copie des bordereaux de suivi, avec un rapport faisant état des déchets valorisés.** En cas de défaillance de l'entreprise, la Maitrise d'Œuvre et ou le Maître d'Ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour compte de l'entrepreneur défaillant.

#### 3.5.4 Réduction des déchets à la source

Une bonne préparation du chantier et un management optimisé sont les techniques les plus simples pour limiter la production de déchets de chantier. Cela consiste notamment à impliquer au maximum l'ensemble des acteurs du chantier, à mettre en place des procédures et des plans de réservation, à préparer le chantier à l'avance, à développer la coordination modulaire, à établir des réunions de synthèse, à utiliser des outils formels, etc. En outre, des dispositifs opérationnels doivent être mis en place pour limiter la production de déchets :

- Faire le choix de systèmes constructifs générateurs de moins de déchets : composants préfabriqués, calepinage, ...
- Limiter les emballages.
- Stocker correctement les matériaux

#### 3.5.5 Limitation des nuisances aux tiers

Le chantier se déroulant sur un site en activité, toutes les mesures devront être prises pour limiter la gêne occasionnée par les travaux. Cela concernera à la fois les nuisances sonores, visuelles et olfactives. Chaque entreprise devra clairement identifier en phase préparatoire les ouvrages à réaliser susceptibles d'occasionner des nuisances et proposer les mesures correctives correspondantes.

Côté espace public, il sera demandé de bien respecter les délimitations fixées pour les installations de chantier et de laisser les abords propres.

### 3.6 Gestion du nettoyage

#### 3.6.1 Nettoyage en chantier par l'ensemble des corps d'état

##### Principe d'organisation des nettoyages

Chaque entreprise devra l'évacuation quotidienne et par ses propres moyens de ses déchets de chantier. Chaque entreprise devra également l'évacuation ses matériels et matériaux excédentaires dès la fin de ses travaux ou phase de travaux et à chaque fois qu'une gêne sera occasionnée à une autre entreprise pour la bonne marche du chantier.

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra demander l'exécution de ces nettoyages à l'entrepreneur, à la charge du lot défaillant.

##### Organisation des nettoyages

Lors des livraisons de matériaux et matériels, chaque entreprise ou livreur doit procéder à un pré déballage avec évacuation immédiate des plastiques, cartons, caisses en bois et cerclages métalliques. L'entreprise privilégiera la reprise des emballages par les livreurs afin de limiter le chargement des bennes réservées aux déchets. Les palettes seront également directement évacuées du chantier par les corps d'état concernés ainsi que les caisses d'emballage des gros matériels. Pour permettre d'identifier l'appartenance des palettes, elles devront être "marquées" avant d'être livrées sur le chantier.

### 3.6.2 Nettoyage en fin de chantier

L'entreprise responsable du lot 04 devra le nettoyage de fin de chantier avant la réalisation des OPR et une deuxième fois avant la réception finale.

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra demander d'une deuxième exécution de ce nettoyage à l'entrepreneur, à la charge de celle-ci.

Ces opérations de nettoyage incluent à minima :

- Le nettoyage/lessivage des murs,
- La désinfection des sanitaires et de la cuisine
- L'évacuation des déchets et résidus (gravats, bris de plâtre, sciure de bois...) et le dépoussiérage/ balayage/ aspiration,
- Le nettoyage des diverses salissures (traces de colles, de peinture...)
- Le dégraissage/grattage/lavage des vitres et des rebords de fenêtres
- La remise en état des sols (parquets, carrelages, sols PVC...)
- Le dépoussiérage et le nettoyage des placards
- L'aération du bâtiment

### 3.6.3 Nettoyage des installations de chantier

Le nettoyage des installations de chantier sera à la charge du lot 04 durant toute la durée du chantier et de façon bi hebdomadaire. Le nettoyage sera réalisé par une équipe dédiée et spécialisée. L'entreprise s'assurera du maintien propre des installations sanitaires.

### 3.6.4 Salissures sur le domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, les trottoirs, etc., du domaine public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

## 3.7 Sécurité

L'Entrepreneur devra se prémunir par le biais d'assurances appropriées, contre la responsabilité lui incombant par suite de vol, d'accident, d'incendie, dont son personnel ou ses installations pourraient être la cause directe ou indirecte.

### 3.7.1 Consignes particulières concernant tous les travaux

Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

- 1 - d'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

2 - d'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux, il est ainsi rappelé que les travaux par points chauds : soudage, meulage, découpage ou comportant l'usage d'une flamme nue doivent faire l'objet d'une entente préalable, appelée permis de feu, entre l'entreprise, le donneur d'ordre, et l'Architecte en Chef.

3 - d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc).

4 - de déposer des matériaux et gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours.

5 - de stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public.

6 - de fumer sur les chantiers,

7 - d'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles,

8 - de neutraliser les moyens de protection d'incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc)

9 - de laisser se constituer des dépôts de matières combustibles,

10 - de quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité,

11 - d'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.

### 3..7.2 Consignes particulières concernant les travaux par points chauds

Les personnels et entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

Avant les travaux :

1 - repérer les moyens d'alerte et d'extinction,

2 - disposer de moyens d'extinction propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau-pompe et un extincteur approprié aux risques,

3 - afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux,

4 - vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc est en parfait état de fonctionnement,

5 - s'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retours,

6 - vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation.

7 - vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié,

8 - prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre,

9 - colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer les projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles,

10 - écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées,

11 - dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds,

12 - protéger les parties exposées par les plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent,

13 - si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux :

14 - mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau,

15 - surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute,

16 - refroidir les parties ou objets chauffés s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles,

17 - assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas,

Après l'exécution des travaux :

18 - arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux,

19 - indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes,

20 - fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles,

21 - inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

## Chapitre 4 - Visas des études d'EXE

### 4.1 Etudes d'EXE

L'entrepreneur établit ou fait établir ses plans d'exécution et notes de calculs et les soumet à l'équipe de maîtrise d'œuvre et au contrôleur technique. Il ne peut procéder à l'exécution des ouvrages qu'après les différents visas autorisant l'exécution. Cependant, pour toute modification apportée par l'entreprise par rapport aux éléments du dossier marché, de plans de décoration ou de plans de détail, l'entrepreneur devra indépendamment de ses plans d'exécution préciser par écrit et spécifiquement au Maître d'œuvre toute modification qu'il envisage, faute de quoi il devra, le cas échéant, malgré le visa de ses plans d'exécution, reprendre à ses frais les travaux conformément aux prescriptions du dossier marché, des plans de décoration ou des plans de détails. Toutes les entreprises sont soumises à la présentation des documents graphiques concernant les installations ou ouvrages mis en œuvre. Ces documents seront fournis en nombre d'exemplaires suffisants autant de fois que cela s'avérera nécessaire pour demander l'avis du Maître d'œuvre, du Contrôleur Technique et des bureaux d'études.



## 4.2 Trait de niveau et implantation

Le trait de niveau à + 1,00 m au-dessus des sols finis de chaque niveau sera tracé par l'entreprise du lot n°01 et sous sa responsabilité sur tous les murs, poteaux, cloisons et autres, et autant de fois que nécessaire.

Chaque ouvrage sera implanté et tracé par le corps d'état concerné qui aura soin préalablement de contrôler les équerrages et aplombs des ouvrages précédemment exécutés et de signaler les fausses implantations conduisant à une modification de ses ouvrages. Une coordination devra s'établir entre Les entreprises.

## 4.3 Plateforme collaborative

Une plateforme d'échange collaborative, de marque CLOVIS ou équivalent sera mise en place pour assurer la collaboration, l'échange de données et les validations durant toute la phase chantier.

Les principales fonctions de la plateforme sont :

- Le partage de documents tel que l'annuaire des intervenants du projet, répertoriant l'ensemble des intervenants du projet connectés ;
- Le référencement, le classement et la diffusion de l'information ;
- Les échanges des plans dans le cadre des études d'exécution
- Le suivi des actions des intervenants sur la plateforme ;
- La gestion des tâches de chaque utilisateur
- L'organisation des circuits de documents et des validations, et l'édition de tableaux de suivi des documents.

Chaque intervenant de la plateforme devra respecter un certain nombre de règles, principalement utiliser la plateforme pour les échanges de données concernant le projet ; se former à son utilisation et aux méthodes de travail mises en place ; respecter les règles d'échanges ;

Respecter les formats informatiques demandés ; respecter les procédures de validation du système.

Respecter les délais de remise des documents fixés par l'OPC

L'utilisation exclusive de la plateforme pour tout échange de pièces devra être prise en compte dans l'offre des entreprises.

## Chapitre 5 - Mise en œuvre des matériaux

### 5.1 Responsabilités

#### 5.1.1 Responsabilité de l'entrepreneur

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession d'entrepreneur, ce dernier en est seul responsable, et est seul tenu responsable des désordres pouvant

résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'Ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si la Maîtrise d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'entrepreneur aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

#### 5.1.2 Responsabilité des dégâts

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages.

Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant.

### 5.2 Matériaux traditionnels

Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU.

### 5.3 Matériaux défectueux

#### 5.3.1 Démolition d'ouvrages défectueux

Tous les matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante pourront être refusés par la Maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou les démolir, à ses frais. Néanmoins, si l'entrepreneur ne respectait pas le délai imposé par la Maîtrise d'œuvre, cette dernière pourrait engager, au frais de l'entrepreneur, le retrait ou la dépose par un tiers.

Toutefois, la Maîtrise d'œuvre pourrait décider de conserver ces ouvrages, mais elle restera seule juge de la moins-value à appliquer à l'Entrepreneur.

#### 5.3.2 Dimensionnement des matériaux

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché. Les entrepreneurs s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous les ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs, de la non-vérification des plans (notamment cotes) ou de la non-vérification des cotes sur place, dans les lieux existants.

### 5.4 Echantillons

Les entreprises devront présenter, en temps utile, tous les échantillons, croquis, épures des produits dont l'emploi est envisagé. Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de modifier en cours de travaux certaines dispositions du CCTP et du projet. Les entreprises sont tenues de fournir les échantillons prévus au CCTP ou demandés par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Aucune

commande de matériel ne pourra être passée avant acceptation de l'échantillon correspondant. L'échantillon ayant servi au choix définitif sera maintenu dans le bureau de chantier jusqu'au moment de la mise en œuvre du matériau correspondant pour permettre de contrôler sa conformité. Pour éviter tout retard dans l'avancement du chantier, les entrepreneurs devront prendre leurs dispositions pour faire accepter les produits et matériaux par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre dans un délai permettant la livraison à une date compatible avec le délai global d'exécution des travaux.

### 5.5 Références de produits

Des références et des marques peuvent parfois apparaître dans les CCTP, DPGF ou plans. Il est donc rappelé que ces citations ont pour seul objectif de matérialiser les caractéristiques, les performances et le niveau qualitatif, technique et esthétique des produits, matériaux, matériels ou fournitures. Elles ne présentent aucun caractère contraignant pour l'entreprise et ne constituent pas des prescriptions.

L'entreprise peut proposer à la Maîtrise d'Œuvre toute marque ou référence différente dès lors que le produit, matériaux, matériel ou fourniture qui présentent des caractéristiques, des performances et niveau qualitatif, technique et esthétique équivalent à celui cité. Pour autant, la Maîtrise d'Œuvre n'est pas tenue d'accepter les propositions si elle estime que les produits présentés ne sont pas équivalents aux demandes des cahiers des charges (CCTP).

L'entreprise sera tenue de fournir les fiches produit concernant son lot au dossier de consultation. En l'absence d'indications sur la marque et les références d'un produit, l'entreprise devra fournir un produit aux caractéristiques équivalentes à celles décrites dans le CCTP.

### 5.6 Vérification des cotes

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur titulaire du marché sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et maquettes et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la Maîtrise d'œuvre les erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

### 5.7 Essais et épreuves

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tous les essais « obligatoires » visés aux Cahiers des Charges du CSTB, les essais imposés dans le CCTP de son lot ainsi que les contrôles et essais demandés par la Maîtrise d'œuvre sont dus par l'entrepreneur. A ce titre, l'entrepreneur doit tous les échantillons nécessaires, ainsi que la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais.

Chaque entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'Œuvre et du Contrôleur Technique le personnel, le matériel et les échantillons nécessaires à l'exécution des essais techniques et ceci autant de fois que nécessaire.

L'entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que la Maîtrise d'œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux sur le chantier ou en usine. Les frais en découlant sont à la charge du Maître d'Ouvrage si les essais sont satisfaisants, et à la charge de l'entrepreneur dans le cas contraire.

La remise en état des ouvrages, après prélèvement in situ d'échantillons, incombe à l'entreprise.

L'Entrepreneur d'un lot technique établit des fiches d'essais lors de la mise au point de ses installations. Ces fiches intitulées « Attestations d'essais de fonctionnement AQC » sont remises, dûment remplies, à la Maîtrise d'œuvre et au Contrôleur technique lors des visites préalables à la réception.

L'Entrepreneur respecte la liste des essais et vérifications prévus par l'agence Qualité Construction (AQC), établit les attestations suivant les modèles imposés par l'agence Qualité Construction (AQC) et adresse ces attestations d'essais de fonctionnement au Contrôleur technique. Les modalités concernant les visites préalables à la réception et la réception elle-même sont prévues au C.C.A.G. et C.C.A.P. et feront si nécessaire l'objet d'une procédure détaillée en temps utile.

## 5.8 Révision et entretien des ouvrages

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux, si utilisation normale et maintenance normale réalisée par le Maître de l'Ouvrage.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

## CHAPITRE 6 - Organisation de chantier

### 6.1 Base vie

Les installations de chantier doivent être réalisées par l'entreprise titulaire lot n°04 tout au long du chantier.

La base vie sera prévue pour accueillir 10 personnes et comprend un sanitaire.

Dans un premier temps, la base vie sera installé comme suite :

- Réfectoire : au RDC (existant)
- Sanitaire : au RDC (existant)
- Vestiaire : au SS-1
- Bureau de chantier : au SS-1

Dans un deuxième temps, et après que les travaux de cloisonnement au R+1 auront bien avancé, la base de vie sera déplacée comme suite :

- Réfectoire : au R+1, dans la future salle de réunion. Nota : l'entrepreneur devra mettre en place des portes provisoires et assurer la protection des sols et des murs à ses frais, pendant toute la période.
- Sanitaire : au R+1. Nota : : l'entrepreneur devra mettre en place une porte provisoire, des équipements sanitaires, et assurer la protection des sols et des murs à ses frais, pendant toute la période
- Bureau de chantier : Dans un bureau au R+1
- Vestiaire : au SS-1

## 6.2 Stationnement des véhicules

Compte-tenu de la configuration du site, il n'est pas prévu de place de stationnement pour les véhicules des entreprises. Chaque entreprise devra s'organiser en fonction de cette contrainte. Il sera donc demandé aux entreprises de privilégier les transports en communs et la mutualisation des véhicules.

## 6.3 Installations électriques de chantier

L'entreprise du lot 09 aura à sa charge :

- Les consignations des réseaux existants,
- La fourniture d'un comptage
- La fourniture et la pose d'un branchement de chantier y compris protection, desserte, armoire générale conformes aux normes en vigueur. L'origine sera le réseau privé du Maître d'Ouvrage.
- La fourniture à ses frais d'un éclairage de chantier sous forme de guirlande leds
- La fourniture à ses frais d'une alimentation électrique pour les besoins de la base-vie (éclairage, chauffage)
- La fourniture d'un éclairage de secours de chantier

L'entreprise aura à sa charge les différents remaniements de ces installations à l'avancement du chantier

## 6.4 Installations d'eau et d'assainissement de chantier

L'entreprise du lot 08 aura à sa charge :

- Les consignations des réseaux existants,
- La fourniture d'un comptage
- La fourniture et la pose d'une alimentation en eau et d'une évacuation pour les besoins du chantier
- La fourniture à ses frais des installations sanitaires provisoires de chantier pour les besoins de la base-vie : équipements sanitaires et plomberie (wc-lavabo et évier)

L'entreprise aura à sa charge les différents remaniements de ces installations à l'avancement du chantier

## 6.5 Signalisation de chantier

L'Entrepreneur du lot n°04 installera, à ses frais :

- Le panneau de chantier d'une surface de 3 m<sup>2</sup> environ, donnant la consistance de l'opération et la liste des intervenants et dont le projet sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre d'Exécution et suivant les demandes du Maître d'Ouvrage.
- Les panneaux " Chantier interdit au public " " Port du casque obligatoire ", judicieusement répartis sur le périmètre du site. (Les panneaux de signalisation sur la voie indiquant la présence du chantier, y compris les panneaux réglementaires du Code de la Route : Vitesse limitée, Stop, Interdiction, WC chantier, Accès piéton, etc.).
- Il est précisé que, de toute manière, les Entrepreneurs feront leur affaire de l'ensemble des demandes administratives auprès des services compétents.

## 6.6 Sécurité incendie et permis feu

La rédaction d'un permis de feu sera obligatoire pour tous les travaux par points chauds. Le mode opératoire sera précisé en phase préparatoire de chantier en coordination avec le CSPS.

Il permettra de mettre en place tous les mesures pour prévenir les risques. Les entreprises utilisatrices devront respecter, à leur charge, le mode opératoire ainsi défini.

## 6.7 Autorisations de voirie

L'entreprise aura à sa charge toute demande à la mairie d'autorisation de voirie ou d'occupation du domaine public par des bennes et/ou camions pour l'évacuation et l'approvisionnement des ouvrages.

# CHAPITRE 7 - Livraison des ouvrages

## 7.1 Spécificités particulières aux travaux sur existant

### **Reconnaissance des existants**

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;

- La nature et la constitution des structures porteuses ;
- La nature et la constitution des planchers et leur flexibilité.

En général sur tous les points pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux du présent lot, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- Avoir visité les lieux ;
- Avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures ;
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

#### **Protection et sauvegarde des existants**

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

## **7.2 Caractère non limitatif des CCTP**

Les CCTP ont été établis pour renseigner le plus complètement possible les entreprises sur la nature des travaux, leur importance, leurs dimensions et leurs emplacements. Les descriptions y figurant ne sont donc pas limitatives et les entreprises devront exécuter comme étant compris dans leur offre, tous les travaux qui résulteraient des Règles de l'Art ou des règlements en vigueur, ou qui seraient nécessaires pour assurer un parfait achèvement des ouvrages. Les entreprises devront consulter ce document dans son intégralité pour examen attentif, éviter les doubles emplois et omissions, compléter leur proposition pour obtenir la réalisation complète des ouvrages dans les meilleures conditions de mise en œuvre et d'économie. Il en est ainsi pour tous les ouvrages qui sont demandés dans toutes les



descriptions qui suivent même s'ils ne sont pas dessinés sur les plans ou pour les ouvrages figurant sur les plans et qui ne feraient pas l'objet de description dans le CCTP.

Le but à atteindre étant l'exécution rationnelle des ouvrages sans fausse manœuvre, dans le délai le plus court, il est indispensable que chaque entreprise participant à la construction connaisse non seulement le détail des prestations qui lui incombent, mais aussi les détails des travaux prévus par les autres corps d'état.

### 7.3 Protection des ouvrages

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages ainsi que les ouvrages existants. Dans le cas d'absence ou d'insuffisance de protections, tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant.

L'entreprise devra remettre en état ses ouvrages, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité et/ou à une prolongation de délai.

Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

### 7.4 Dégradations

Chaque entreprise est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception.

### 7.5 Réception des supports

L'entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux les supports en accord avec les prescriptions du C.C.T.P.

### 7.6 Contrôle et réceptions des travaux

#### 7.6.1 Contrôle des normes et DTU

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent CCTP et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution des DTU ont été observées.

#### 7.6.2 Entretien des ouvrages avant réception

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

#### 7.6.3 Contrôle par un bureau de contrôle

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés sur le chantier, par le bureau de contrôle agréé QUALICONSLT en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages définies au CCTP.

#### 7.6.4 Opérations Préalables à la Réception

Les entreprises ont à leur charge, en accord avec la Maîtrise d'œuvre, l'organisation des Opérations Préalables à la Réception ainsi que la gestion des levées de réserves dans le cadre du C.C.A.P., et ce, dans le délai compatible avec les dates imposées par le Maître d'Ouvrage.

#### 7.6.5 Réceptions des travaux

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend effet à la date de ces achèvements. La procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 42 du CCAG.

### 7.7 Dossier des ouvrages exécutés - DOE

#### 7.7.1 Contenu du DOE

L'entrepreneur devra remettre un dossier complet relatif aux ouvrages qu'il aura réellement exécutés et regroupant tous les plans et documents conformes à l'exécution. Ces plans et documents (fiches techniques, PV...), suffisamment nombreux et détaillés devront permettre au Maître d'Ouvrage d'exploiter le bâtiment en ayant toutes les informations nécessaires.

Le contenu du DOE de chaque corps d'état devra être organisé selon un sommaire prédéfini. Pour chaque lot, il comprendra :

Pièces écrites :

- Sommaire du DOE (format PDF)
- Listes des matériels et des produits réellement mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques accompagnées de plans permettant leur repérage à l'intérieur du bâtiment
- Avis techniques et ATEX éventuels.
- Procès-verbaux de classement au feu des matériaux et matériels utilisés
- Notes de calculs.
- Procès-verbaux d'essais (acoustiques, garde-corps), COPREC, ...
- Notices de fonctionnement des installations (dossier d'exploitation didactique destiné à l'utilisation des installations du lot concerné).
- Notices d'entretien des installations indiquant la périodicité de ces entretiens.
- Notices d'entretien des matériaux et produits.

- Le tableau récapitulatif des déchets produits et les bordereaux de suivi correspondants

Pièces graphiques :

- Tous les plans d'exécution des ouvrages, avec repérage précis des organes nécessitant un entretien, et organes de coupure.
- Tous les plans d'atelier et de chantier.
- Plan de repérage des matériaux.

Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention DOE, en gros caractères.

### 7.7.2 Modalités d'établissement du DOE

#### ► **Etape 1**

Un mois environ avant la date prévue de réception, l'entreprise établit le sommaire complet de l'ensemble du DOE avec la liste des pièces écrites et des pièces graphiques.

L'entreprise vérifie la cohérence de son listing avec le tableau de suivi des plans d'exécution.

L'entreprise diffuse le sommaire pour validation par l'architecte et les BET concernés.

Aucun plan ne doit être diffusé à cette étape.

#### ► **Etape 2**

Après validation du sommaire et 15 jours avant la date prévue de réception du chantier, l'entreprise soumettra un premier exemplaire numérique complet du DOE dans sa présentation définitive pour validation à l'architecte et aux BET concernés. Cette version sera déposée sur la plateforme chantier dans l'onglet prévu à cet effet.

Tous les plans seront fournis aux formats .dwg et .pdf.

#### ► **Etape 3**

L'entreprise doit remettre au plus tard 2 semaines après la réception du chantier le dossier complet purgé de toutes observations et validé au format numérique sur la plateforme chantier. Il accompagnera ce dépôt d'une notification par mail à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage.

#### ► **Etape 4**

L'architecte recueille tous les DOE et en fait une compilation finale qu'il soumet à la maîtrise d'ouvrage.

### 7.7.3 Format des DOE

Les DOE seront livrés uniquement en dématérialisés via la plateforme chantier

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

### *7.7.4 Précisions sur les PV de résistance au feu*

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle. Ces PV devront porter mention du chantier pour lesquels ils sont délivrés.

33